

La Lettre du CRJFC

Au sommaire de ce numéro

Éditorial

Publications des membres du CRJFC

Manifestations 2^d semestre 2024

Manifestations 1^{er} semestre 2025

Interventions orales des membres du CRJFC
2^d semestre 2024

Soutenances de thèses 2024

Nouveaux doctorants

Vie du laboratoire

Éditorial

L'université de Franche-Comté, devenue Université Marie et Louis Pasteur, a rejoint l'alliance stratégique pour les transitions régionales STARS EU en octobre 2022. STARS EU rassemble neuf établissements d'enseignement supérieur en Europe qui partagent les mêmes valeurs et qui se sont engagés à construire ensemble un avenir durable pour l'Europe et pour le monde. L'Alliance comporte trois domaines prioritaires qui ont un impact sur les transitions régionales : la Transition verte, la Transformation digitale ainsi que les Valeurs sociales et le bien-être. Au sein de ces domaines prioritaires, 9 groupes d'intérêt thématique (Thematic Interest Groups - TIG) ont été identifiés pour structurer les projets des membres de l'Alliance, tant en matière de recherche et d'innovation qu'en matière de formation. Chaque TIG est un espace de dialogue entre chercheurs et/ou enseignants dans le domaine qu'il porte. Depuis janvier 2025, je dirige le TIG Inclusion et Justice Sociale (TIG ISJ), dont l'objectif principal est la promotion d'une société où tous les individus, quels que soient leur origine, leur identité ou leur situation, peuvent s'épanouir. Notre travail met l'accent sur l'équité et l'égalité sociale, l'accessibilité et l'engagement communautaire, en s'attaquant aux inégalités systémiques pour créer un changement durable et positif au sein de l'Union européenne et au-delà. Convaincus que l'inclusion et la justice sociale sont essentielles au développement durable et à la cohésion des sociétés, nous nous fixons pour objectif de construire des sociétés inclusives grâce au partage des connaissances (formation), à l'innovation et à la collaboration entre chercheurs.

Le premier cycle de conférences du TIG ISJ se tient depuis le 3 février et jusqu'au 4 avril 2025, sous l'égide du CRJFC, afin de permettre aux membres des universités partenaires intéressés de se rencontrer. Une première série a lieu en ce moment en ligne, abordant des thèmes aussi variés que l'intégration des migrants, les problèmes comportementaux chez les enfants, les aspects légaux et sociaux-économiques liés à la vulnérabilité des personnes incapables et/ou handicapées, le surendettement (sous l'angle de l'exclusion liée à la pauvreté), l'accès aux innovations biomédicales et à la santé digitale, et au bénévolat comme moyen d'impulser le changement social et l'inclusion de tous. Dans un deuxième temps, le CRJFC et l'UFR SJEPEG accueilleront, du 31 mars au 4 avril 2025, les premiers séminaires en présentiel regroupant les membres du TIG ISJ, dont plusieurs membres du CRJFC font déjà partie. Une journée sera notamment consacrée aux partenariats en matière de recherche, avec non seulement un approfondissement des thèmes précédents, mais également de nouvelles propositions, parmi lesquelles la Parité au sein des organes décisionnaires en matière de société, l'Impact de la sanction pénale sur les liens avec la communauté, l'Inclusion et la diversité de genre et de minorités (culturelles, linguistiques et ethniques). Nous espérons que des projets de recherche collective émergent et se poursuivent dans ce cadre. Une deuxième journée sera consacrée à la mise en place de coopérations entre nos institutions dans le domaine éducatif, dans l'espoir que naissent des formations multipartenaires (Doubles diplômes, BIP, Summer School, séminaires doctoraux, etc).

Célia Berger-Tarare
Maître de conférences en droit privé
Pilote du TIG in Inclusion and Social Justice

Cédric Latil,

Droit des personnes et de la famille. 30 exercices d'application, Ellipses, 192 p., ISBN 9782340096226



.....

Henri Bouillon

« L'interdiction de l'abaya, 20 ans après la loi du 15 mars 2004 », *Gazette du palais*, 35, 16-18.

Claire Breniaux

« Independence Referendum and Youth Party Membership in Scotland », *Revue LISA e-journal*, vol. 22-n°58, 2024 [En ligne] [URL : <http://journals.openedition.org/lisa/16098>]

Alexandre Ciaudo

« Recours », E. Joannard-Lardant et J. Jourdan-Marques (dir.), *Les mots en procédure : source des maux ?*, LexisNexis, 2024, p. 107.

Olympe Dexant-de Bailliencourt

« Refus d'inscription d'un projet de résolution à l'ordre du jour : des difficultés persistantes pour les actionnaires de sociétés cotées », *Droit des sociétés*, n° 11, novembre 2024, comm. 134.

« Publication d'un guide du dialogue actionnarial », *Droit des sociétés*, n° 8-9, août-septembre 2024, repère 8.

« La production normative de l'AMF (règlement général et doctrine) », S. Neuville et N. Rontchevsky (dir.), *Actes colloque Les 20 ans de l'Autorité des Marchés Financiers*, Lamy Liaisons, 2024, p. 49.

Rapporteur du groupe de travail du Club des juristes, présidé par Didier Martin, sur la responsabilité des administrateurs et des dirigeants en matière de durabilité et de vigilance (publication du rapport le 22 octobre 2024).

Rapporteur du groupe de travail de Paris Europlace, présidé par Michel Prada, ayant pour objet de préparer un Guide du dialogue actionnarial (publication du Guide le 27 juin 2024).

Nicolas Di Camillo

« La réforme de l'assurance chômage par temps de dissolution », *Droit social*, 9, p. 749.

**Publications
des membres
du CRJFC
Juillet - Décembre
2024**

**Ouvrage
individuel**
.....

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

**Publications
des membres
du CRJFC
Juillet - Décembre
2024**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

Camille Fernandes

« Établissements publics expérimentaux : liberté académique vs autonomie statutaire », *AJDA*, 40, 2024, p. 2150.

« La police universitaire : une originalité à relativiser », *RDP*, 4, décembre 2024, p. 14.

Charles Fortier

« Le cumul d'activités dans les facultés de droit : discussion entre gens raisonnables », *Revue Française de Droit Administratif*, novembre-décembre 2024, p. 1119-1130

Benoît Géniaut

« La juridification de la RSE par le droit social / The Juridification of CSR by Social Law », *Revue de Droit des Affaires Internationales, International Business Law Journal*, 2024/3-4, p. 353-360.

Christophe Geslot

« Le Président de la République ne peut être élu trois fois consécutivement » (tribune), *AJDA*, 27, 22 juillet 2024, p. 1465.

« La primauté présidentielle sous la Ve République », Michel Verpeaux (dir.), *Annales de droit constitutionnel* 2025, Dalloz, 2024, p. 151-160.

Sâmi Hazoug

Chronique de procédures civiles des affaires, Chronique semestrielle publiée chez *Lexbase Hebdo*, éd. aff., 19 déc. 2024, no 818, en collaboration avec J.-P. Legros.

La signification au lieu d'une pépinière d'entreprises se suffit à elle même, obs. sur Cass. 2e civ., 12 sept. 2024, PB, no 22-13.949 ; *Revue des commissaires de justice, pratique & perspectives*, n° 6, nov.-déc. 2024.

Contentieux de l'honoraire dans un litige international : le juge français est compétent dès lors que le cabinet principal de l'avocat est en France, commentaire de Cass. 2e civ., 19 septembre 2024, no 22-24 ; *Lexbase éd. avocats*, no 352, 7 oct. 2024.

Recours en annulation contre la décision du Bâtonnier : l'effet dévolutif joue même si c'est un « recours », commentaire de Cass. 2e civ., 20 juin 2024, no 22-23.189 ; *Lexbase éd. avocats*, no 350, 5 sept. 2024.

Chronique de procédure civile européenne et internationale, Chronique semestrielle publiée chez *Lexbase Hebdo*, éd. privée, parution le 25 juill. 2024, no 993, en collaboration avec S. Pierre Maurice (droit processuel), contribution personnelle : compétence et exécution.

Chronique de procédures civiles des affaires, Chronique semestrielle publiée chez *Lexbase Hebdo*, éd. aff., 25 juill. 2024, no 804, en collaboration avec J.-P. Legros.

Leila Lankarani

« La source universelle de la RSE : genèse et dimension onusienne », *Revue de Droit des Affaires Internationales, International Business Law Journal*, 2024/3-4, p. 325-337.

Béatrice Lapérou-Schneider

(coord. dossier) « Actualités du droit pénal des affaires. Première journée Frédéric Stasiak. Actes du colloque du 16 février 2024, Faculté de droit de Nancy », *Lamy Droit des affaires*, 207, 56 p.

« Premiers enseignements sur les contours de la relation de travail comme fondement du délit de harcèlement moral au travail », *Lamy Droit des affaires*, 207, 46-51.

« Recevabilité limitée de l'action civile des comités locaux économiques. Note ss. Cass. Crim., 25 juin 2024, n° 23-83.613 », *JCP G*, 39, 1119.

« Action civile et action publique », mise à jour e-Jurisclasseur Synthèse, LexisNexis, juillet 2024.

« Condition d'admission d'un pourvoi contre une décision de la chambre nationale des médecins, nécessité d'un moyen sérieux. Note ss. CE 4e ch., 4 avr. 2024, n° 486468 et n° 489476 », *RGDM* 2024, p. 222-224.

Mise à jour des fascicules de droit pénal du travail, *Lamy Droit pénal des affaires*, éd. Wolters Kluwer :

- Introduction au droit pénal du travail
- Droit pénal des accidents au travail
- Le harcèlement moral au travail
- Le harcèlement sexuel au travail
- Le droit pénal des discriminations au travail
- Les délits d'exploitation par le travail
- Les entraves et atteintes aux instances représentatives du personnel et aux droits et afférents
- Le travail dissimulé

Cédric Latil

« La responsabilité sociétale des entreprises en droit international privé », *Revue de Droit des Affaires Internationales, International Business Law Journal*, 2024/3-4, p. 437-444.

« Règlement d'une succession internationale. Cas pratique patrimoine », *JCP N* 2024, 1098.

« Le nouveau droit international privé suisse des successions », *JCP N* 2024, 1230.

« Les troubles anormaux du voisinage : le régime de responsabilité fait son entrée dans le Code civil ! », *JCP N* 2024, 1129.

« Responsabilité du fait des choses. De la garde d'un nuage toxique. Note sous Cass. civ. 2e, 5 sept. 2024, n°21-23.442 et 21-24.765 », *RCA* 2024, comm. 234.

« De la valeur juridique d'une signature scannée. Note sous Cass. com., 13 mars 2024, n° 22-16.487 », *JCP E* 2024, 1219.

« De la mise à disposition gratuite d'un immeuble à une SCI. Note sous Cass. civ. 3e, 2 mai 2024, n°22-24.503 », *JCP E* 2024, 1277.

« Quelques précisions sur le parasitisme économique. Note sous Cass. com., 26 juin 2024, n°23-13.535 », *RLDI* 11/2024.

« Vie sentimentale de Tintin et rejet de l'exception de parodie. Note sous CA Rennes, 4 juin 2024, n°21/04257 », *RLDI* 10/2024.

Publications des membres du CRJFC

**Juillet - Décembre
2024**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

Publications
des membres
du CRJFC
Juillet - Décembre
2024

Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires

Christine Lebel

(coord. dossier) « Droit des arbres », *Droit et patrimoine*, décembre 2024, n° 352, p. 22-38

Le Guide pratique de l'agriculture, 44e éd. 2024.

« Le sort de l'animal dans le cadre des procédures collectives », C. Bouglé-Le Roux, N. Reboul-Maupin (dir.), *Animal et Droit, Bestiaire, Patrimoine juridique, Défis contemporains*, LexisNexis 2024, p. 251-262.

« La protection juridique des haies dans le projet de loi agricole », *Droit et patrimoine*, 352, décembre 2024, p. 28-31.

« Les opérateurs : les sociétés commerciales et coopératives agricoles », *Rev. Droit Rural*, oct. 2024, p. 25

« 20 ans d'évolution du droit rural », Dossier spécial « 20 ans d'évolution du droit », *Lexbase Droit privé*, 1000, 24 octobre 2024.

« La demande reconventionnelle du bailleur soumise à l'arrêt de poursuites individuelles. Note sous Cass. com., 3 juill. 2024, n° 22-13.676, B », *Rev. Loyers*, déc. 2024, p. 533

« Cession de l'exploitation agricole en liquidation judiciaire en cas de pluralité de baux ruraux. Note sous Cass. com., 23 octobre 2024, n° 23-50.013, FS-B », *Dalloz actualité*, 26 novembre 2024.

« La cession de l'exploitation agricole en liquidation judiciaire et la pluralité de bailleurs : revirement de jurisprudence. Note sous Cass. com., 23 octobre 2024, n° 23-50.013, FS-B », *Lexbase Affaires*, n° 815 du 28 novembre 2024.

« Les effets de la cession irrégulière du bail commercial. Note sous Cass. 3e civ., 4 juill. 2024, n°23-13.822, B », *Rev. Loyers*, oct. 2024, p. 408.

« Pas d'action ut singuli pour les membres d'une association en l'absence de prévision statutaire (note sous Cass. civ. 3, 20-06-2024, n° 23-10.571, FS-B », *Rev. Dr. Rural*, oct. 2024, comm. 48.

« Point de départ de l'action en nullité d'une décision de rétrocession de la SAFER. Note sous Cass. civ. 3, 10 octobre 2024, n° 23-13.594, FS-B », *Lexbase Droit*, 999, 17 octobre 2024.

« Demande de constat de résiliation du bail en procédure collective pour cause de loyers et charges impayés. Note sous Cass. com. 12 juin 2024, n° 22-24.177, B », *Rev. Loyers*, juillet août sept 2024, p. 346.

« Faute du commissaire-priseur qui dresse un inventaire incomplet. Note sous CA Douai, 25 janvier 2024, n° 22/00415 », *Rev. Proc. collec.* 2024 comm. 72.

« Irrecevabilité de l'appel formé par la gérante contre la mission de l'administrateur judiciaire. Note sous CA Toulouse, 2e ch., 14 déc. 2023, n° 23/01941 », *Rev. Proc. collec.* 2024 comm. 73.

« Action en justice tendant au recouvrement d'une créance d'un montant modeste. Note sous CA Paris, 4, 10, 30 mai 2024, n° 21/09110 », *Rev. Proc. collec.* 2024 comm. 74.

« Validité de la location-gérance en cours de période d'observation : acte soumis à l'autorisation du juge-commissaire. Note sous CA Aix-en-Provence, ch. 3-2, 18 janv. 2024, n° 23/00451 », *Rev. Proc. collec.* 2024 comm. 75.

« Prolongation exceptionnelle de la période d'observation de la procédure de redressement judiciaire en cas de perspectives réelles de redressement. Note sous CA Toulouse, 2e ch., 28 mai 2024, n° 23/04413 », *Rev. Proc. collec.* 2024 comm. 76.

Vincent Lebrou

« Se déplacer pour ne pas (trop) changer. Enquête sur les trajectoires des consultants en gestion de financements européens », François Buton (dir.), *En déplacement. Le passage des frontières professionnelles en question*, Lyon, ENS Éditions, 2024, p. 69-87.

Eliaz Le Moulec

« Élargissement du transfert de la responsabilité pénale dans le cadre d'une opération de fusion-absorption : et maintenant, encore plus loin ? », *Recueil Dalloz* 2024, 1445 (avec Thibaut Duchesne).

« RSA et droit pénal international : le tribut payé par une société commerciale aux auteurs de crimes contre l'humanité et la notion de complicité / CSR and International Criminal Law : The tribute paid by a Commercial Company to the perpetrators of crimes against humanity and the notion of complicity », *Revue de Droit des Affaires Internationales, International Business Law Journal*, 2024/3-4, p. 473-480.

Delphine Martin

« Dévolution du droit moral aux « héritiers légaux » en l'absence de volonté contraire de l'auteur », *Dalloz Actualité, IP/IT et Communication*, 5 novembre 2024.

« Adaptation non dénaturante d'une œuvre musicale à des fins publicitaires. "Reprise de l'univers de l'auteur" », *Dalloz Actualité, IP/IT et Communication*, 1er octobre 2024.

Chantal Mathieu

« De la vie personnelle à l'intimité de la vie privée : un jeu de poupées russes... », *Lexbase social*, octobre 2024, n° 999.

« Salariés des TPE : à vous de voter ! », *Dalloz étudiant*, décembre 2024.

« La protection de la maternité. Note sous Soc 4 sept 2024, Soc. 2 octobre 2024 et Soc. 6 novembre 2024 », *Dalloz étudiant*, décembre 2024.

« De l'importance de distinguer une union, un syndicat primaire et une section syndicale. Note sous 12 juillet 2024 », *Dalloz étudiant*, octobre 2024.

« Loyauté et dévoilement de ses relations amoureuses : une liaison trop dangereuse », *Lexbase social*, juin 2024, n° 988.

Coralie Mayeur-Carpentier

« La facilité européenne pour la paix », *Annuaire français de droit de la sécurité et de la défense*, juillet 2024.

Chronique de droit administratif et droit de l'Union européenne (partie 1), *Revue Française de Droit Administratif*, 2024/5, p. 965.

Dan Mimoun

« Mise en demeure et déchéance du terme : conditions », *JCP E*, n° 48, 2024, p. 39-40.

« Responsabilité des parents : l'autorité parentale prévaut désormais sur la cohabitation », *Les Petites Affiches*, 9, 30 septembre 2024, p. 50.

**Publications
des membres
du CRJFC
Juillet - Décembre
2024**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

**Publications
des membres
du CRJFC
Juillet - Décembre
2024**

**Chapitres d'ouvrages,
articles,
commentaires**

Filali Osman

(coord. Dossier) « La RSE dans le contrat international, l'arbitrage et la médiation. Vers un principe général de devoir de vigilance / CSR in International contracts, arbitration and Mediation. Towards a General principle of due diligence », *Revue de droit des affaires internationales, International Business Law Journal*, 2024/3-4, p. 299-510.

« La lex mercatoria mediterranea comme source de la RSE : contribution des codes de conduite et des clauses contractuelles types à la consécration d'un principe général de devoir de vigilance / The Lex Mercatoria Mediterranea as a source of CSR: The contribution of codes of conduct and standard contractual clauses to the enshrinement of a general principle of due diligence », *Revue de droit des affaires internationales, International Business Law Journal*, 2024/3-4, p. 371-381.

Jérémy Pidoux

« Confirmation de revirement et revirement en matière d'incidents contentieux devant la cour d'assises. Note sous Cass. crim., 12 juin 2024, 2 arrêts, n° 23-82.728 et n° 24-81.175 », *Dalloz actualité*, juillet 2024.

Rémy Prouvèze

"Observations à propos de CPI, Judgment on the appeal of the Bolivarian Republic of Venezuela against Pre-Trial Chamber I's "Decision authorising the resumption of the investigation pursuant to article 18(2) of the Statute" du 1er mars 2024 (Appeals Chamber), Situation in the Bolivarian Republic of Venezuela I (ICC-02/18 OA)", *RGDIP* 2024-2.

"Observations à propos de CPI, Decision constituting an Article 85 Chamber and referring the 'Request for Compensation under Article 85 of the Rome Statute' dated 17 April 2024 (ICC-01/14-01/22-329-Conf) du 23 avril 2024 (The Presidency), Situation in the Central African Republic II in the case of The prosecutor v. Maxime Jeoffroy Eli Mokom Gawaka (CC-01/14-01/22)", *RGDIP* 2024-3.

"Observations à propos de CPI, Trial Judgement du 26 juin 2024 (Trial Chamber X), Situation in the Republic of Mali in the case of the Prosecutor v. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud (ICC-01/12-01/18)", *RGDIP* 2024-3.

"Observations à propos de CPI, Decision Replacing Judges in Trial Chamber X du 28 juin 2024 (The Presidency), Situation in the Republic of Mali in the case of The Prosecutor v. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud (ICC-01/12-01/18)", *RGDIP* 2024-4.

"Observations à propos de CPI, Decision on the Trust Fund for Victims' request for leave to make observations du 3 septembre 2024 (Appeals Chamber), Situation in Uganda in the case of the Prosecutor v. Dominic Ongwen (ICC-02/04-01/15 A3)", *RGDIP* 2024-4.

Kristina Rasolonomalaza

« Des pistes pour réformer le financement de l'économie sociale et solidaire », dossier spécial « les dix ans de la loi ESS », *JA* 2024, n° 709, p. 30-31.

Colloque *La défiance partisane. Sociologie de la crise de la forme parti*

Besançon, 26-27 septembre

Dir. Mathieu Petithomme et Manuel Cervera-Marzal (Chargé de recherche, Université de Liège)

Journée d'actualité politique et juridique des doctorants du CRJFC

Besançon, 9 octobre

Dir. Eliaz Le Moulec

Journée d'études *L'effectivité du droit substantiel : l'actualité des procédures civiles d'exécution*

Belfort, 11 octobre

Dir. Sâmî Hazoug

Colloque *Les acteurs de la médiation, regards croisés*

Besançon, 17 octobre

Dir. Catherine Tirvaudey

Journée d'études *L'encadrement doctoral, des réformes institutionnelles aux pratiques professionnelles*

Besançon, 21-22 novembre

Dir. Vincent Lebrou et Luc Sigalo-Santos

Colloque *La responsabilité des juges, condition de leur légitimité ?*

Besançon, 29 novembre

Dir. Marie-Odile Peyroux-Sissoko et Julien Padovani

Colloque *La civilisation des procédures civiles d'exécution : universalité ou variabilité ? Une approche combinée droit de l'exécution et droits substantiels*

Strasbourg, 3 décembre

Partenariat CDPF/CRJFC

Dir. Sâmî Hazoug, Nathalie Pierre, Sylvie Pierre-Maurice

Conférence-débat de l'axe 4 « Humanités juridiques »

Juliette Dugne, *La vulnérabilité en droit : contours d'une notion*

Besançon, 5 décembre 2024

Org. : Benoît Géniaut

Journée de droit pénal des affaires Frédéric Stasiak

Toulouse, 9 décembre

partenariat CRJFC

Dir. Béatrice Lapérou-Schneider et Marc Segonds

**Manifestations
2^d semestre 2024**

vendredi 28 mars 2025 - Le droit électoral en pratiques, journée de réflexions et d'échanges praticiens / universitaires

sous la direction de Vincent Lebrou (Maître de conférences en science politique – CRJFC) et Marie-Odile Peyroux-Sissoko (Professeur de droit public – CRJFC)

L'organisation de scrutins électoraux est régie par un nombre toujours plus important de règles destinées à en assurer le déroulement et la transparence, cette dernière dimension étant la garantie du maintien d'une forme de confiance des citoyens à l'égard des institutions qui les gouvernent. Leur nature de même que les conditions de leur application restent néanmoins le plus souvent dans l'angle mort d'un débat public largement centré sur la compétition entre acteurs désireux de réunir les voix de la majorité des électeurs. Cette journée vise à réunir praticiens et spécialistes académiques du droit électoral pour proposer une réflexion croisée sur la mise en œuvre des grands principes du droit électoral lorsqu'une élection politique est organisée. En suivant une structure chronologique classique, il s'agira de « décortiquer » les différentes étapes qui permettent à une élection de se tenir dans un régime politique démocratique : de son organisation pratique jusqu'à la validation des scrutins et la gestion des éventuels contentieux, toutes ces facettes feront l'objet d'éclairages par des spécialistes académiques et institutionnels du droit électoral. Seront ainsi mis en exergue tant l'aspect technique de la matière que les défis auxquels ses différents acteurs, du personnel administratif à l'élu lui-même, sont confrontés au XXI^e siècle. Cette journée sera ouverte par une réflexion croisée sur les différentes réformes, passées et à venir, des modes de scrutin avec notamment en ligne de mire la question récurrente du vote à la proportionnelle dans le cadre des élections législatives.

9 h 15 – Accueil des participants

9 h 30-12h30

Atelier 1 : les modes de scrutin (9h30-10h45)

Modération : Jérémy Chevreuil, Journaliste, France Télévisions

Conférence : « L'élection des députés à la proportionnelle, vecteur de réactivation de la confiance des citoyens ? », Christophe Geslot (Professeur de droit public, Directeur du CRJFC, Université Marie et Louis Pasteur)

Atelier 2 : l'avant-élection (11h-12h30)

Modération : Frank Laidié (Maître de conférences en histoire du droit, Université Marie et Louis Pasteur)

La campagne électorale est encadrée par des règles juridiques strictes, nombreuses et couvrant une importante diversité de domaines (financement, sondages, etc.), qui se renouvellent notamment du fait de l'émergence de nouvelles technologies (intelligence artificielle) et d'un accroissement des menaces pesant sur l'indépendance démocratique (ingérences étrangères en matière électorale). Cette première partie a pour objet de présenter les différentes règles qui gouvernent la préparation de la campagne électorale et son déroulement, et ce qu'il s'agisse d'envisager le rôle de l'administration, celui des partis politiques, ou encore celui des candidats eux-mêmes.

Deux axes seront plus particulièrement investis. Le premier porte sur la question de la préparation de la campagne électorale, avec notamment en toile de fond les enjeux de gestion et de validation des candidatures. De la déclaration de candidature à son dépôt, en passant par l'encadrement des dépenses et recettes, quelles sont les règles que le droit électoral impose aux candidats et les problèmes auxquels il vise à répondre ? Comment les candidats – et leur parti politique le cas échéant – sont-ils encadrés et aidés ? Un deuxième axe de réflexion s'attardera lui sur le déroulement de la campagne électorale. Quelles sont les règles qui permettent d'assurer le bon déroulement d'une campagne électorale ? Comment les différents acteurs du droit électoral arrivent-ils à assurer leur rôle, alors que leurs contraintes diffèrent selon qu'ils relèvent de l'administration ou du politique ?

Manifestations 1^{er} semestre 2025

Intervenants :

- Claire Brousse (Cheffe du bureau des élections et de la réglementation, Préfecture de la Côte d'Or)
- Pierre Gainet (Chef du service formalités élections à la ville de Besançon)
- Salima Inezarene (Conseillère régionale BFC)

14h-17h – 3e partie

Atelier 3 : L'après élection

La proclamation des résultats d'une élection ne signifiant pas cessation de la mise en œuvre du droit électoral, il est opportun de porter aussi une attention particulière à la question de la validation des scrutins et au contentieux susceptible d'advenir une fois la campagne électorale achevée. Celui-ci peut en effet affecter l'entrée en fonction des candidats nouvellement élus voire mettre en péril l'ensemble du processus électoral. Ce troisième atelier se décomposera en deux parties principales

Partie 1 (Atelier 3) : Le contentieux des élections (14h-15h15)

Modération : Xiaowei Sun (Maître de conférences en droit public, Université Marie et Louis Pasteur)

Selon l'élection concernée, le juge de l'élection et les règles sur lesquelles il s'appuie pour son contrôle diffèrent. Il s'agira d'explicitier ces règles, tout en mettant en exergue tant les convergences jurisprudentielles que l'évolution que le contrôle connaît au fur et à mesure de son exercice.

Intervenants :

- Véronique Malbec (membre du Conseil constitutionnel)
- Arnaud Marthey (Maire de Baumes-les-Dames)
- Lucie Oudot (Cheffe du bureau de la réglementation générale et des élections, Préfecture du Doubs)

Partie 2 (Atelier 3) : L'entrée en fonctions des élus (15h30-17h)

Modération : Marie-Odile Peyroux-Sissoko (Professeur de droit public, Université Marie et Louis Pasteur)

Comment les élus et les institutions dans lesquelles ils vont être intégrés gèrent-ils leur entrée en fonction ? L'existence d'un contentieux relatif à leur élection bouleverse-t-elle, et si oui en quoi et comment, cette prise de fonctions ? Quelles sont à l'inverse les règles de droit électoral qui continuent de s'appliquer une fois l'élection validée ? C'est à ce type de questions que cette dernière partie sera consacrée.

Praticiens :

- Corinne Luquiens (ancien membre du Conseil constitutionnel et ancienne Secrétaire générale de l'Assemblée nationale et de sa présidence)
- Axel Mouffron (Chef de cabinet du président du CD de l'Ain)

Mercredi 2 avril, conférence-débat «Le lanceur d'alerte en droit italien», Anna Francesca MASIERO (Université de Ferrare)

Mardi 15 avril, conférence-débat «L'institution de l'humain», Marie POTUS (CRJFC).

Manifestations
1^{er} semestre 2025



**Interventions
orales
Juillet - Décembre
2024**

Lamia Bouchi

« De la dissolution de l'Assemblée nationale au gouvernement Barnier », *Journée des doctorants du CRJFC* (resp. E. Le Moulec), Besançon, 9 oct. 2024.

Alexandre Ciaudo

Conférences de présentation de l'ouvrage *Droit du contentieux administratif* dans différentes Universités : Paris V, 5 déc. 2024.

« Approche sémantique des intérêts de la justice », *Les intérêts de la justice* (dir. E. Bonis et B. Drevet), Clermont-Ferrand, 20 sept. 2024.

Charles Fortier

« Dialogue autour de la faute professionnelle du salarié et de l'agent public », *La faute* (dir. L. Seurot, P. Adam, J.-B. Thierry), Épinal, 1er-5 juil. 2024 (avec Patrice Adam).

Christophe Geslot

« L'esprit de la loi du 13 avril 2016 relative à la lutte contre la prostitution », colloque *Prostitution et traite des êtres humains en Franche-Comté : un enjeu des territoires*, organisé par la délégation du Doubs du Mouvement du Nid, en partenariat avec les déléguées départementales aux droits des femmes et à l'égalité des départements du Doubs, Jura, Haute-Saône et Territoire de Belfort, Besançon 7-8 oct. 2024.

Sâmi Hazoug

« Voies d'exécution et droit local », *La civilisation des procédures civiles d'exécution : universalité ou variabilité ?* (dir. S. Pierre Maurice, S. Hazoug et N. Pierre), Strasbourg, 3 déc. 2024 (CDPF et CRJFC).

« Procédures civiles accélérées-L'actualité du référé », *Journée pluridisciplinaire des procédures rapides et accélérées* (dir. S. Pierre Maurice), Strasbourg, 13 déc. 2024.

« L'effectivité du droit substantiel au prisme des procédures civiles d'exécution l'exemple des mesures conservatoires, des saisies attribution et immobilière », *L'effectivité du droit substantiel : l'actualité des procédures civiles d'exécution* (dir. S. Hazoug), Belfort, 11 oct. 2024.

« Liberté contractuelle et contraintes extra-financières, l'exemple de la tontine », webinaire, *Haute Autorité du Waqf*, Dakar, 7 sept. 2024.

« Intérêts conventionnels et intérêts moratoires légaux, analyse de l'article 309 du Code des obligations civiles et commerciales », webinaire, *BIS*, Dakar, 28 sept. 2024.

Kouadio Koffi

« Présentation d'une juridiction continentale : La Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples », *Journée des doctorants du CRJFC* (resp. E. Le Moulec), Besançon, 9 oct. 2024.

Béatrice Lapérou-Schneider

(Dir. avec M. Segonds), 2^e *Journée d'actualité de droit pénal des affaires en l'honneur de Frédéric Stasiak*, Toulouse, 9 déc. 2024.

« L'enquête interne et la CJIP », 2^e *Journée d'actualité de droit pénal des affaires en l'honneur de Frédéric Stasiak* (dir. B. Lapérou-Schneider et M. Segonds), Toulouse, 9 déc. 2024.

Christine Lebel

« Voies d'exécution et procédures collectives », *La civilisation des procédures civiles d'exécution : universalité ou variabilité ?* (dir. S. Pierre Maurice, S. Hazoug et N. Pierre), Strasbourg, 3 déc. 2024 (CDPF et CRJFC).

« Des outils pour encourager le renouvellement des générations de viticulteurs », Communication Congrès OIV 14 octobre 2024, Dijon, publication nov. 2024 <https://ives-openscience.eu/50068/> (IVES Conférences series/OIV/OIV2024 - tolls to encourage the renewal generations of winegrowers)

« Le statut professionnel des femmes en agriculture », Cycle de conférences Droit de la terre, 3^e éd. Droit rural : les figures de l'ombre (dir. Pr. N. Dissaux et H. Juillet-Regis), Laval, 15 octobre 2024.

« Law and Gastronomy in the light of EU Regulation 1143/2024 », Conférence 2024 de la Revue Internationale de Droit du Tourisme, des Voyages et de l'Hôtellerie (dir Carlos Torres), Lourès (Lisbonne /Portugal), 8 oct. 2024.

« Le défi du droit rural en France : le renouvellement des générations en agriculture » (en anglais), Conférence internationale de droit agraire UMAU, Bélem do Para (Brésil), 10-13 sept. 2024.

« L'agriculteur est-il soluble dans un statut commun de l'entrepreneur ? », Congrès AFDR, Rouen, 11-12 oct. 2024.

« Assurer l'avenir des exploitations viticoles : Quelles stratégies de transmission ? » Conférence « les Jeudi de l'expertise » organisé par GIP Pôle Bourgogne Vigne et Vin et BSB, Dijon, 19 déc. 2024

« Les enjeux de l'agrivoltaïsme », « L'agrivoltaïsme » AFDR BFC, Macon, 12 juil. 2024

Vincent Lebrou

« All the support you need - ce que le conseil fait à l'action publique européenne », Congrès de l'Association française de science politique (AFSP), Grenoble, 2-4 juil. 2024 (avec Marylou Hamm, Antonin Thyraud).

Eliaz Le Moulec

« La Convention judiciaire d'intérêt public environnementale est-elle durable ? », *Durabilité et droit économique* (W. Chaiehloudj, J. Mestre, S. Dupouy), Perpignan, 6 déc. 2024.

« Les dernières évolutions jurisprudentielles en droit pénal des affaires étaient-elles prévisibles ? », *2^e Journée d'actualité de droit pénal des affaires en l'honneur de Frédéric Stasiak* (dir. B. Lapérou-Schneider et M. Segonds), Toulouse, 9 déc. 2024.

Victoria Lucke-Vicchio

« Le projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture », *Journée des doctorants du CRJFC* (resp. E. Le Moulec), Besançon, 9 oct. 2024.

Adrian Miron

« Les modes amiables de règlement des différends au service des sociétés commerciales », *Journée des doctorants du CRJFC* (resp. E. Le Moulec), Besançon, 9 oct. 2024.

Interventions orales Juillet - Décembre 2024



Interventions orales Juillet - Décembre 2024

Sylvia Ouedraogo

« Le droit international public face à la crise climatique : analyse des insuffisances et recherche de solutions juridiques », *Journée des doctorants du CRJFC* (resp. E. Le Moulec), Besançon, 9 oct. 2024.

Marie Potus

« L'institution de l'humain », séminaire les matinales du CPC2 (coord. T. Goujon-Bethan), Université Lyon III, Lyon, 5 déc. 2024.

« La place de l'intelligence artificielle dans la recherche », séminaire des doctorants de l'Ifremer, *Ifremer Centre Atlantique*, Nantes, 8 oct. 2024.

« Les données artificielles en santé : quels enjeux juridiques ? », atelier jeunes chercheurs, École d'été 2024 de la Chaire UNESCO Éthique, Science et Société, « L'intelligence artificielle, un outil au service de la santé et de l'éducation ? », *Faculté de Médecine* (coord. A.-M. Duguet, E. Rial-Sebbag, G. Rousset et L. Ravez), Toulouse, 9 juil. 2024.

« Les données de santé : entre réutilisation et innovation, perspectives juridiques », *Institut du cerveau* (coord. N. Blanc), Paris, 3 juil. 2024.

Kristina Rasolonomalaza

« La gouvernance démocratique des entreprises de l'ESS », Colloque *La reconnaissance légale de l'ESS : où en est-on dix ans après ?*, Association de recherche juridique sur l'économie sociale et solidaire (ARJESS), Aubervilliers, Campus de Condorcet, 22 nov. 2024.

Tatiana Roux

« Le dispositif de sécurité des jeux olympiques – Perspectives juridiques », *Journée des doctorants du CRJFC* (resp. E. Le Moulec), Besançon, 9 oct. 2024.

Matthieu Scherrer

« Le projet de réforme de la Cour suprême aux États-Unis », *Journée des doctorants du CRJFC* (resp. E. Le Moulec), Besançon, 9 oct. 2024.

Catherine Tirvaudey

« Voies d'exécution et droit de la famille », *La civilisation des procédures civiles d'exécution : universalité ou variabilité ?* (dir. S. Pierre Maurice, S. Hazoug et N. Pierre), Strasbourg, 3 déc. 2024 (CDPF et CRJFC).

« La coopération avocats, magistrats, médiateurs », *Regards sur l'expérimentation de proposition systématique d'une médiation* (dir Morgane Reverchon-Billot), Poitiers, 28 nov. 2024.

« Le magistrat coordinateur, un acteur d'impulsion du développement de la médiation », *Les acteurs de la médiation* (dir Catherine Tirvaudey), Besançon, 17 oct. 2024.

Alexandre SYLVANT, *La rupture du contrat de travail. Approche de droit comparé France-Suisse* (sous la direction de Chantal Mathieu et Jean-Philippe Dunand). Thèse en cotutelle pour le doctorat de droit privé, soutenue le 18 octobre 2024.

Jury : Jean-Philippe Dunand (co-directeur de thèse, UniNE), Anne-Sylvie Dupont (UniNE), Chantal Mathieu (co-directrice de thèse, CRJFC), Nicolas Moizard (Université de Strasbourg).

Résumé : La question de l'intervention du juge dans la rupture d'un contrat de travail est épineuse : nécessaire à la protection du salariat pour les uns, attentatoire aux libertés économiques pour les autres. Les dernières évolutions législatives en France montrent toutefois un penchant pour la deuxième position, et l'exemple de la Suisse est souvent montré en modèle de référence pour porter ces réformes. De plus en plus, le juge français est écarté, son pouvoir est encadré pour libéraliser les ruptures de contrat, et recentrer les liges au plus près de l'entreprise. Puisqu'il est pris en exemple, qu'en est-il du juge helvète ?

Koffi TSEVI, *L'institution d'une assurance vie environnementale comme levier de sauvetage des entreprises en difficulté* (sous la direction de Christine Lebel). Thèse soutenue le 18 novembre 2024.

Jury : Christine Lebel (directrice de la thèse), Grégoire Leray (Université de Côte d'Azur), Pascal Rubbelin (Université de Poitiers), Denis Voinot (Université de Lille)

Résumé : Le droit de l'environnement et le droit des entreprises en difficulté sont deux disciplines aux intérêts antagonistes. L'exploitation d'une ICPE impose à l'entreprise une obligation de remise en état des sites et sols pollués à la cessation d'activité. L'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire vouée à une clôture pour insuffisance d'actif est une menace sérieuse à la prise en charge des créances environnementales par l'entreprise en difficulté. Le mécanisme des garanties financières paraît plus adapté au principe pollueur-payeur qui fonde l'obligation de remise en état mais reste inefficace tandis que les systèmes mutualistes et la « séniorisation » d'une partie des créances environnementales dans l'apurement du passif par la loi portant industrie verte contrastent avec la philosophie du principe pollueur-payeur. Cette étude se propose de concilier les intérêts du droit de l'environnement et ceux du droit des entreprises en difficulté par le concept d'une « assurance-vie environnementale » comme outil juridique et financier au service de l'intérêt général

**Soutenances de
thèses
2024**



Soutenances de thèses 2024

Sofiane HEBIB, *Le contrat international de construction : vers une lex constructionis* (sous la direction de Filali Osman). Thèse soutenue le 3 décembre 2024.

Jury : Henry Lesguillons (émérite, Université de Paris-Nanterre), Cyril Nourissat (Université de Lyon III), Filali Osman (directeur de la thèse), Jean-Baptiste Racine (Université de Paris 2 Panthéon-Assas), Erik Van Den Haute (université libre de Bruxelles), Cemil Yildirim (Koweit University).

Résumé : La présente thèse tend à démontrer l'existence de la *lex constructionis*, entendue comme un ordre juridique aétatique dont l'objet résiderait dans le régime juridique du contrat international de construction. Elle s'inscrit dans la pensée pluraliste, telle que formalisée par Santi Romano, de la production du droit et des ordres juridiques qui selon cette école ne sont pas exclusifs à l'État. La *lex constructionis* désigne alors à la fois le corpus des normes juridiques d'origine privée applicables aux contrats internationaux de construction en même temps que l'organisation permettant de les sélectionner et les produire, notamment par le biais des contrats-types et grâce au rôle des arbitres.

Jérôme MELET, *L'animal exotique : essai d'histoire politique et juridique* (sous la direction de Renaud Bueb et Anne Brobbel Dorsman). Thèse soutenue le 4 décembre 2024.

Jury : Anne Brobbel-Dorsman (codirectrice de la thèse), Eric De Mari (Université de Montpellier), Eric Gasparini (Aix-Marseille Université), Louis-Augustin Barrière (Université Lyon III)

Résumé : L'animal exotique existe-t-il historiquement pour le juriste ? En droit, seul le Règlement UE n° 1143/2014 du 22 octobre 2014 du Parlement européen et du Conseil définit ce que sont les espèces animales exotiques. Or qu'il s'agisse de lions, de singes, d'éléphants ou bien encore de perroquets, ces animaux ont, au moins depuis l'Antiquité romaine, toujours été présents auprès des sphères du pouvoir à des fins purement ostentatoires. Sous l'Ancien Régime, la possession d'animaux issus de contrées lointaines donna-t-elle lieu à la naissance d'actes juridiques particuliers ? Dans l'affirmative, de quelle nature et dans quel but ? Qu'ils soient indigènes ou exotiques, les animaux furent réifiés par le biais d'une fiction juridique retranscrite dans le code civil de 1804. Or le XIXe siècle fut également celui du Second Empire colonial Français qui débuta par la conquête de l'Algérie en 1830. Puisque les territoires colonisés étaient ceux dont provenaient la plupart des animaux exotiques importés en métropole, comment nos règles de droit qui traduisaient une appréhension utilitariste de l'animal, ont-elles été transposées dans des sociétés où non seulement la notion de propriété privée était inexistante, mais où de surcroît l'animal occupait une place différente de celle qui était la sienne en Occident ? L'adaptation de la norme métropolitaine ne put se faire qu'au prix d'adaptations souvent imparfaites laissant apparaître qu'il est sans doute illusoire de vouloir classer les animaux au sein de catégories juridiques.

Asmae Doublali, *Les défis et perspectives des femmes demandeuses d'asile en France et en Europe : droit, politique d'intégration et accès aux services* (sciences politiques, sous la direction de Mathieu Petithomme).

Loïc Double, *Droit et surnaturel* (droit public, sous la direction d'Alexandre Ciaudo).

Sétongnon Vivien Gbewezoun, *Les modes alternatifs de résolution des litiges dans la chaîne de valeur. Contribution à l'étude de l'obligation de due diligence* (droit privé, sous la direction de Filali Osman).

Aden Omar Abdillahi, *La fabrique de la survie. Les facteurs sécuritaires et économiques dans la politique étrangère de Djibouti (1977-2023)* (sciences politiques, sous la direction de Mathieu Petithomme).



**Nouveaux
doctorants**

Vie du laboratoire

Nicolas Di Camillo, maître de conférences en droit privé, part à la mutation à l'Université Paris-Nanterre, au 1er janvier 2025. Le CRJFC le remercie de son attachement à l'unité de recherche et lui souhaite le meilleur pour la poursuite de sa carrière universitaire.

Pierre Bon, docteur en droit privé (thèse publiée : *Méthodes du droit transitoire en matière civile*, LGDJ, 2025), est recruté au 1er janvier 2025 en qualité de chercheur post-doctoral sur le projet de recherche « Les revirements de jurisprudence », dirigé par Eliaz Le Moulec.

Chaymae Mokhlis, doctorante à l'université de Meknès, travaillant sur la sécurité juridique en droit des affaires, a effectué un séjour de recherche au CRJFC du 15 septembre 2024 au 15 janvier 2025.

Anna Francesca Masiero, post-doctorante à l'Université de Ferrare, effectue un séjour de recherche au CRJFC durant les mois de mars et d'avril (<http://crjfc.univ-fcomte.fr/2025/03/anna-francesca-masiero-universite-de-ferrare-post-doctorante-au-crjfc/>)

Le Professeur **Pokpong Srisanit**, de l'Université Thammasat (Bangkok), était invité par l'Université Marie et Louis Pasteur, durant le mois de février. Il travaille sur les droits de l'homme, en droit pénal interne et international. Pokpong Srisanit et Béatrice Lapérou-Schneider (à l'origine de l'invitation) mèneront une recherche commune sur des thèmes d'actualité judiciaire pénale internationale, tels que les alternatives aux poursuites et la responsabilité pénale des entreprises. Cette collaboration s'est également traduite par des cours sur les spécificités du droit pénal général thaïlandais, le procès pénal thaïlandais, ainsi que des études comparatives à l'occasion de séances de co-teaching.

Photo (crédit : B. Lapérou-Schneider)
(de gauche à droite) : Christophe Lang
(Directeur de l'UFR SJEPE), Pokpong Srisanit,
Béatrice Lapérou-Schneider, Christophe
Geslot (Directeur du CRJFC)



Le Professeur **Ahmet Cemil Yildirim** (Gulf University for Science and Technology) est nouveau membre associé au CRJFC. Spécialiste de droit international comparé, d'arbitrage international et de droit du commerce international, il a été régulièrement professeur invité à l'Université de Franche-Comté, ainsi que récemment encore à l'Université Marie et Louis Pasteur (février 2025). Il collabore régulièrement aux projets de recherche de Filali Osman, avec lequel il a dirigé un colloque et publié un ouvrage *Où va l'arbitrage international ? De la crise au renouveau* (LexisNexis, 2017).



Photo (crédit : Gulf University for Science and Technology) : C. A. Yildirim

Centre de recherches juridiques de l'Université de Franche-Comté

Direction : Christophe Geslot (Professeur de droit public)
Direction adjointe : Eliaz Le Moulec (Professeur de droit privé)
ITRF : Laurent Kondratuk / Laurence Guenon
Contact : 45D avenue de l'observatoire, 25030 Besançon Cedex
tél. : +33 (0)3 81 66 66 08
@ : [contact-crjfc\[at\]univ-fcomte.fr](mailto:contact-crjfc[at]univ-fcomte.fr)
URL : www.crjfc.univ-fcomte.fr
Archives ouvertes : <https://hal.archives-ouvertes.fr/CRJFC>
Conception, mise en page : Lydie Branget (UFR SJEPG)